

Inprecor n° 447, mai 2000

À propos d'un mini-krach

Par
Maxime Durand*

La mini-crise boursière d'avril 2000 a été épongée en quelques jours. Elle reste néanmoins le symptôme de déséquilibres plus fondamentaux qui font peser des doutes sérieux sur la capacité de la "nouvelle économie" à fonder une nouvelle onde longue expansive.

Derrière les raisons immédiates de la mini-crise

Deux éléments ont été les déclencheurs de la crise. Le premier est le jugement rendu dans l'affaire Microsoft qui a été interprété comme la fin des super-profits liés aux technologies de l'informatique. Le 24 avril, l'action Microsoft a perdu en une journée 15,7 % et se situe en baisse de 44 % par rapport à la fin 1999. Le second facteur est l'annonce de l'indice de l'inflation qui, avec 0,7 % en un seul mois, semble marquer un brusque saut en avant et confirme un léger mouvement de redémarrage de l'inflation.

Comme c'est bien souvent le cas, les facteurs qui déclenchent une crise n'en sont pas les causes profondes, et les chocs boursiers résultent souvent d'une tendance à l'exagération, à la sur-réaction. Mais ces deux signes, dans l'esprit des intervenants, venaient jeter un doute inquiétant sur deux des principaux ressorts de l'euphorie ambiante. L'affaire Microsoft est venue souligner que l'accumulation sans fin de profits considérables n'est pas garantie. Rappelons que Bill Gates est l'un de ces trois hommes dont les fortunes réunies dépassent, selon les calculs du PNUD, le PIB des 48 pays les plus pauvres. Que le géant de la "net-économie" puisse ainsi trébucher a été perçu comme un message inquiétant.

La flambée inflationniste, si elle devait se confirmer, viendrait mettre un terme à l'un des traits les plus frappants de la "nouvelle économie", à savoir la possibilité pour l'économie américaine de connaître un cycle de croissance relativement élevée, de retour à un quasi-plein-emploi (pour les normes américaines) sans que l'inflation redémarre et vienne provoquer le retournement du cycle. Cette très grande sensibilité de Wall Street à

l'inflation ne peut certainement pas s'analyser comme la crainte d'une perte de compétitivité tant la contrainte extérieure est relâchée. Ce dont il s'agit, c'est de la répartition des revenus, et l'inflation intervient ici d'une double manière.

Pour les détenteurs d'actifs financiers, toute hausse des prix vient réduire la valeur réelle des patrimoines ainsi que les revenus qu'ils procurent. L'inflation est en outre un indicateur de tension sur le marché du travail et reflète la résistance des patrons à une amélioration de la situation des salariés. De ce point de vue, l'économie américaine a toujours été marquée par cet enchaînement cyclique : la reprise fait reculer le chômage et, grâce à ce meilleur rapport de forces, les salariés obtiennent des augmentations plus rapides de leur pouvoir d'achat. Les patrons répondent en augmentant leurs prix pour maintenir leurs marges, puis la Federal Reserve Bank (la Banque centrale) augmente

* Maxime Durand est membre du Groupe de travail économique de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale).

"Nouvelle économie"

les taux d'intérêt, de manière à freiner l'activité. Tout cela confère à l'économie des États-Unis un profil cyclique assez répétitif.

Une nouvelle économie ?

Mais, justement, le dernier cycle a donné l'impression que ces mécanismes étaient neutralisés et c'est l'une des composantes (avec les nouvelles technologies) de cette fameuse "nouvelle économie". C'est ce qui explique également que le cycle actuel est présenté comme particulièrement vigoureux et exceptionnellement long. Il a semblé en effet que la baisse du taux de chômage ne poussait plus les salaires, ni les prix, à la hausse. Les choses sont un peu plus compliquées et méritent qu'on revienne un peu en arrière pour considérer l'ensemble du dernier cycle, en distinguant deux phases. Après la récession du début des années quatre-vingt-dix, le cycle redémarre normalement, et la croissance est de l'ordre de 2,7 % entre 1991 et 1995. Puis, à partir de 1996, la croissance trouve un second souffle et passe à une moyenne annuelle de 3,7 %, de surcroît plus régulière. C'est donc sur une période assez réduite que s'esquisse cette "nouvelle économie". Les principales caractéristiques de cette phase conjoncturelle atypique sont les suivantes :

— l'investissement continue à croître beaucoup plus vite que le PIB et constitue donc un élément dynamique ;

— il permet de dégager des gains de productivité plus élevés que par le passé ;

— ces gains de productivité permettent au salaire réel de recommencer à croître (d'autant plus que la durée du travail augmente) sans trop rogner la part des profits ;

— l'inflation est contenue pour deux raisons : la première est que les gains de productivité compensent une bonne partie des hausses de salaire ; la seconde est que les États-Unis bénéficient d'une baisse du coût des importations, grâce à la montée du dollar et à la baisse des prix des matières premières ;

— la consommation se met elle aussi à progresser beaucoup plus vite que le PIB sur la base d'une baisse du taux d'épargne : elle augmente nettement plus vite que le revenu des ménages, dont l'endettement progresse très vivement. Cet endettement correspond, pour 200 ou 300 milliards de dollars, au fait que des ménages empruntent des dollars pour acheter des actions ;

— les dépenses publiques baissent en proportion du PIB (notamment les dépenses

militaires dans la première moitié des années quatre-vingt-dix), et les exportations marquent le pas ;

— l'équilibre économique entre offre et demande se réalise par une accélération des importations qui creuse le déficit extérieur. Il faut ici rapprocher deux chiffres : au quatrième trimestre 1999, la croissance atteint 7 % en rythme annuel, mais le déficit extérieur s'est dégradé encore un peu plus pour atteindre un rythme équivalant à 400 milliards de dollars annuels.

Un impérialisme high tech

La nouvelle économie américaine mélange donc deux ingrédients qu'il est difficile de démêler : il y a une composante "high tech" et une composante "néo-impérialiste". La première correspond à la partie "saine" du phénomène, qui permet d'entrevoir les prémices d'une nouvelle onde longue : la reprise de l'investissement a engendré un redémarrage de la productivité. Il s'agit au fond d'un mécanisme qui n'a d'ailleurs rien de "nouveau". Ce qui était inhabituel, c'était au contraire la longue phase précédente caractérisée, depuis le milieu des années quatre-vingt, par une restauration du profit sans reprise de l'accumulation. Les nouvelles technologies jouent évidemment un rôle décisif, mais cela n'a rien de nouveau non plus : dans chaque cycle, un certain nombre de secteurs jouent un rôle moteur autour d'innovations-phares. Il faut d'ailleurs noter en passant à quel point cette configuration dément les analyses simplistes du capitalisme financier comme opposé à l'investissement productif : les États-Unis sont à la fois le pays le plus financiarisé et celui où l'investissement productif a le plus augmenté au cours du dernier cycle.

Il est assez symbolique cependant de constater que l'on parle d'un Nouvel Age, uniquement parce que les capitalistes recommencent à investir et réalisent des gains de productivité ! Le problème est que ce retour à un fonctionnement plus vertueux du capitalisme, à un "quasi-fordisme" où la part des salaires rattrape son retard repose sur des effets de domination asymétriques à l'égard des autres régions du monde. Les États-Unis disposent en effet du pouvoir de faire financer l'accumulation de leur capital par le reste du monde. Quelques chiffres sont nécessaires pour prendre la mesure de ce phénomène. En 1992, l'investissement productif représentait 10 % du PIB et il est passé à 12,5 % en 1999 : les flux d'investissement supérieurs à cette barre de 10 % du PIB représentent, une fois cumulés, 250 milliards de dollars. Sur la même période 1992-

1999, le déficit cumulé de la balance extérieure représente 225 milliards de dollars. Autrement dit, l'effort supplémentaire d'investissement a été financé à 90 % par le reste du monde.

Un déficit extérieur représente en effet une entrée de capitaux et, de manière symétrique, un excédent commercial implique une sortie de capitaux. On en vient donc à mettre le doigt sur un phénomène relativement bien connu mais qui prend depuis deux ou trois ans une importance renouvelée : c'est le Japon et l'Europe qui financent la reprise de l'accumulation aux États-Unis. Ce développement inégal de l'accumulation suffit à affirmer que le modèle américain n'est pas facilement reproductible dans toutes ses dimensions.

Euphorie maîtrisée ou correction inévitable ?

La manière dont Wall Street, y compris le Nasdaq, a avalé le mini-krach est assez fascinante. Mais elle ne doit rien au soutien des institutions financières internationales dont on voit d'ailleurs mal de quels instruments d'intervention directe et immédiate elles pouvaient disposer. La manière dont les marchés ont repris le contrôle a été bien décrit par Stephen Roach, économiste en chef de la banque Morgan Stanley Dean Witter, dans un entretien au Monde : « personne n'a envie de voir ce marché arrêter de monter. Les investisseurs refusent d'accepter la réalité ». Ce n'est probablement que partie remise et cela pose la question de la difficile régulation des marchés financiers. Celle-ci est indirecte et passe par la politique monétaire, autrement dit par les taux d'intérêt.

Mais la dernière livraison du rapport économique du FMI (*World Economic Outlook*) souligne les contradictions de cette intervention (1). Dans son chapitre 3, il montre que la bonne politique consiste à freiner préventivement l'envol spéculatif par une hausse mesurée des taux d'intérêt et, si survient un krach, à baisser généreusement les taux d'intérêt de manière à arroser les marchés de liquidité comme cela a été le cas après le krach d'octobre 1987. Mais dans son chapitre 1, le FMI (ou un autre de ses experts) recommande une politique de resserrement progressif des taux d'intérêt qui vient un peu tard et risque de durcir le retournement cyclique si on en croit l'analyse du précédent de 1929 proposée dans le chapitre 3.

Le guidage à vue est d'autant plus difficile que la Bourse a largement décollé de toute détermination objective, ce que les analystes appellent les "fondamentaux". Le dernier rapport du FMI cherche à mesurer

1. <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2000/01/index.htm>.

l'ampleur du dérapage de diverses manières. Le ratio le plus répandu est le PER (*Price/Earning ratio*) qui compare le cours d'une action au bénéfice par action réalisé par l'entreprise. Ce ratio est aujourd'hui aux États-Unis de l'ordre de 30 alors que la théorie financière évaluerait aujourd'hui à 20 ce qui serait cohérent avec les autres paramètres (taux de croissance, taux d'intérêt, prime de risque). Tout cela est fragile mais on peut admettre l'ordre de grandeur d'une surévaluation de 50 %, ce qui signifie que les cours devraient baisser d'un tiers pour retrouver des valeurs d'équilibre.

Ce raisonnement correspond à une logique simple : les actions sont un droit de tirage sur le profit et leur valeur doit donc refléter la rentabilité qui sous-tend la rémunération financière. L'écart entre rentabilité et capitalisation boursière est devenu particulièrement "monstrueux" dans le cas des entreprises de haute technologie cotées sur des marchés spécialisés comme le Nasdaq aux États-Unis. Pour que l'économie réelle confirme les paris pris sur l'avenir sous forme

point de vue du capital en général. Les "vraies" entreprises sont donc seulement exposées à un risque de rachat de la part d'entreprises indûment gonflées. Le second biais provient de la capacité des actions Internet à capter l'apport d'argent frais au détriment du cours des entreprises "traditionnelles" même si elles sont en fait plus rentables. Bref, cette situation absurde, où Yahoo ! pèse autant que General Motors, devra se dénouer d'une manière ou l'autre.

Plus dure sera la chute ?

Trois inconnues pèsent sur les modalités de la correction à venir : son amplitude, sa profondeur et son impact sur l'économie réelle. La première question concerne les rapports entre les deux secteurs des marchés financiers, "traditionnel" et "high tech". La surévaluation des cours étant surtout le fait du second (mais pas seulement), on pourrait imaginer une correction sélective épargnant le cœur traditionnel de la Bourse et qui pourrait même le renforcer si les investisseurs se désengageaient du secteur high tech pour se reporter vers le second — un peu comme les capitaux fuyant les Bourses des pays émergents étaient venus doper les marchés financiers du Nord en 1998. La seconde inconnue concerne, mais les deux questions sont évidemment liées, la profondeur de la correction. Il faut prendre en compte ici l'existence d'investisseurs institutionnels importants — notamment les fonds de pension — qui tendent à stabiliser les marchés en formant une sorte de plancher stabilisateur. Ces fonds de placement n'ont pas vraiment la possibilité de quitter la Bourse : la seule alternative serait de se déporter vers

les obligations et bons du Trésor, mais cette voie est étroite et peut d'ailleurs être contrôlée par les pouvoirs publics.

C'est sans doute la troisième dimension qui fournira la clé de ces deux inconnues précédentes : la question est ici de savoir dans quelle mesure un décrochage boursier va se transmettre à l'économie réelle. De ce point de vue, le modèle capitaliste actuel comporte deux talons d'Achille, qui sont "l'effet richesse" et le déficit extérieur des États-Unis. L'effet richesse désigne le fait que les particuliers américains, pris dans leur ensemble, consomment beaucoup parce qu'ils disposent, au moins potentiellement, d'un patrimoine financier confortable. Si celui-ci est brusquement dévalorisé, ces pertes conduiront les ménages à réviser à la baisse leur comportement de consommation

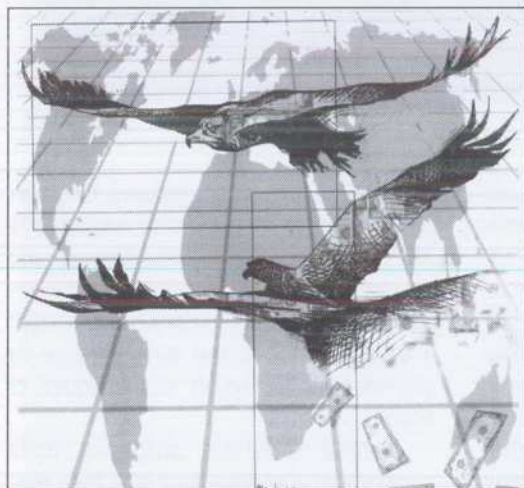
et à contribuer ainsi à durcir le retournement conjoncturel. Ce mouvement risque fort de faire boule de neige, en cas de faillite de ménages lourdement endettés pour consommer ... ou pour spéculer.

Le second point faible est la balance des paiements américaine. L'impérialisme dominant dispose du privilège d'avoir un déficit important et une monnaie toujours aussi forte. L'Europe et le Japon enregistrent des excédents commerciaux qui sont recyclés pour le financement de l'accumulation aux États-Unis. Mais cela ne peut fonctionner qu'à l'intérieur de certaines limites. La première est le dynamisme de l'économie américaine qui légitime le dispositif d'ensemble ; la seconde est le cours de l'euro par rapport au dollar qui a constamment baissé depuis la mise en place de la monnaie commune. Supposons que la Fed augmente les taux pour freiner l'inflation, la croissance et le déficit extérieur. Le ralentissement de l'économie devrait alors mettre un terme à la montée du dollar qui pourrait même redescendre par rapport à l'euro. Mais dans ce cas, le processus peut-il être réellement contrôlé de part et d'autre de l'Atlantique ? Ce n'est pas évident. Si le freinage est brutal aux États-Unis et s'accompagne d'une baisse du dollar, la montée des taux d'intérêt et la perte de compétitivité déclencherait une onde de choc récessive qui inverserait la conjoncture en Europe, de telle sorte que ce que l'on pouvait raisonnablement prévoir au lendemain de la crise financière de 1998 finirait par se traduire. Ce retournement s'accompagnerait inévitablement de tensions accrues à l'intérieur de l'Europe, en fonction des réactions divergentes de chaque pays à ce que les économistes appellent un "choc asymétrique".

Économie virtuelle contre économie réelle ou dividendes contre salaires ?

« *Le capital porteur d'intérêt, forme aliénée du rapport capitaliste* » : cette formule de Marx — c'est le titre du chapitre 24 du livre 3 du *Capital* — montre que le miracle de la multiplication des pains qui s'opère en Bourse fascine le capital depuis longtemps. On a là « *de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès qui serve de médiation aux deux extrêmes* ». En étant persuadé que ce miracle résulte d'une application astucieuse des nouvelles technologies, les nou-

2. La capitalisation d'une entreprise est la valeur totale de ses actions, calculée sur la base de leur cours en Bourse.



de surévaluation, il faudrait en somme que les profits soient multipliés dans des proportions considérables, ce qui impliquerait des taux d'exploitation — heureusement — hors de portée.

La situation ne peut pas durer, ne serait-ce que parce qu'elle entre en contradiction avec une règle essentielle de fonctionnement concret du capitalisme qui porte sur la concurrence entre capitaux. Celle-ci est en effet profondément faussée. La taille des capitalisations (2) ne reflète plus la taille réelle des capitaux. Qu'une entreprise comme AOL, qui n'est au fond qu'une entreprise de service informatique de taille moyenne, ait pu racheter un géant de l'industrie des loisirs comme Time Warner est parfaitement symbolique de la nouvelle économie, mais est en même temps complètement irrationnel du

"Nouvelle économie"

veaux patrons de start-up tombent donc dans une illusion fort ancienne à laquelle Marx répond par avance : « pour les économistes vulgaires qui essaient de présenter la capital comme source indépendante de la valeur et de la création de valeur, cette forme est évidemment une aubaine puisqu'elle rend méconnaissable l'origine du profit ».

Mais peut-on vraiment s'enrichir en dormant ? La réponse devrait aller de soi, surtout pour des marxistes armés de la théorie de la valeur : il ne peut s'agir que d'un transfert, d'un prélèvement que réalisent les revenus financiers sur la richesse produite. Au fond, c'est parce que les salaires sont bloqués (et que l'investissement productif n'augmente pas à moyen terme) qu'une partie de la valeur ajoutée peut être captée par les boursiers habiles : l'argent qui leur tombe du ciel n'est rien d'autre que du salaire non versé. L'idéologie particulière du nouveau capitalisme prend alors la forme d'une vaste entreprise d'auto-persuasion qui cherche à se convaincre — comme au temps de Marx — du pouvoir du capital (ou de l'Internet) de faire de l'argent en dehors de tout processus d'exploitation. C'est ce que Marx appelle le "fétiche capitaliste".

En réalité, la montée impressionnante de la Bourse depuis quelques années correspond à une configuration particulière où le taux de plus-value augmente mais pas le taux d'accumulation, et cette plus-value non accumulée est le moteur de la finance. Ce n'est donc pas par hasard que les hymnes à la nouvelle économie s'accompagnent d'éloges de l'actionnariat salarié. Le but recherché est d'institutionnaliser cette nouvelle règle : les salaires doivent être gelés, et la progression de la rémunération des travailleurs ne doit plus passer que par "l'épargne salariale" ou les fonds de pension. On cherche ainsi à légitimer le mode actuel de répartition des revenus, à s'attacher une base sociale, à diviser le salariat entre ceux qui ont des actions et les autres, et à acheter de cette manière le blocage du salaire, comme celui de la protection sociale.

Est-ce que cela peut continuer ? La réponse est au fond politique et sociale. L'un des éléments constitutifs de la nouvelle économie est de vouloir obtenir "le beurre et l'argent du beurre", autrement dit d'avoir une croissance soutenue tout en contenant la progression des salaires. D'un point de vue

strictement économique, il n'y a aucune limite à cette configuration dont le seul tort est d'être extrêmement inégalitaire. Mais si cette configuration est rejetée, si les salariés se remettent à revendiquer leur part, alors la fuite en avant peut se transformer en déroute, tout simplement parce qu'on ne peut pas distribuer plus de richesse que l'on en crée. Si la croissance se maintient quelques années à 3 % ou 4 % et que la masse salariale augmente elle aussi de 3 % ou 4 % alors une progression annuelle de 30 %, de 50 % voire de 100 % des profits boursiers n'est plus tenable.



Nous sommes en tout état de cause entrés dans une phase d'instabilité boursière : si le mini-krach a pu être épongé, l'euphorie a été refroidie et on peut prévoir de nouveaux faux pas. Un krach en Bourse ne signifierait pas pour autant le krach (final) du capitalisme. On pourrait même dire que le capitalisme a aujourd'hui besoin d'un tel choc qui entraînerait une bonne dévalorisation du capital, la ruine des petits intervenants parasites, et un coup de fouet vers de nouvelles fusions. C'est sans doute la condition nécessaire, d'un point de vue strictement économique, à une nouvelle phase durable de croissance. Mais une telle remise à zéro des compteurs casserait en même temps toute tentative de "vendre" l'actionnariat salarié et jetterait un violent coup de projecteur sur les limites du capitalisme actuel.

Les coordonnées d'une nouvelle onde longue

Dans un article paru il y a deux ans (3), nous avançons la conclusion suivante : « le capitalisme mondial ne réussit pas à jeter les bases d'une nouvelle onde longue expansive, parce qu'il est incapable d'assurer une croissance soutenue de la demande salaria-

le, et parce qu'il agence l'économie mondiale de telle sorte que s'étendent périodiquement les zones de dépression économiques. Il s'est installé dans une phase à dominante récessive, plus longue que des épisodes comparables de son histoire. Le cycle actuel qui se développe sur fond de crise de surproduction peut difficilement être perçu comme la mise en place d'un nouvel ordre économique, mais l'effondrement final n'est pas non plus automatique. Le plus probable est aujourd'hui le passage progressif à une décélération générale, qui s'étalerait jusqu'en 1999, et pourrait être masqué par les

profits élevés des grands groupes. On pourrait alors entrer dans une crise ouverte de la légitimité néolibérale. Il faudra bien que soit un jour prochain tiré le bilan de tant d'années d'austérité qui ne débouchent, partout à travers le monde, que sur davantage de chômage et de reculs économiques et sociaux. »

L'erreur manifeste quant au profil conjoncturel n'implique pas qu'il faille réviser le pronostic d'ensemble sur une nouvelle onde longue expansive. Il est absolument essentiel de dissocier les deux questions. La théorie des ondes longues, telle que nous l'interprétons, consiste à montrer qu'une nouvelle phase expansive suppose que le capitalisme mette en place un modèle cohérent défini par quatre éléments (4) :

- un mode d'accumulation du capital ;
- un type de forces productives matérielles ;
- un mode de régulation sociale ;
- le type de division internationale du travail.

Or, les réponses du capitalisme contemporain à ces exigences sont partielles, contradictoires et socialement peu légitimes. La cohérence du modèle, si tant est qu'elle existe, repose en effet sur des évolutions régressives sur chacun de ces points.

3. Maxime Durand, "Les ambivalences de la conjoncture mondiale", *Inprecor* n° 423, avril 1998.

4. Christian Barsoc, *Les rouages du capitalisme*, Éditions La Brèche, Paris 1994.

1. Le mode d'accumulation du capital est exclu, d'un double point de vue, géographique et social. Les pays du Sud et de l'Est sont soumis à une dépendance renouvelée, extrêmement sélective, et les salariés à une nouvelle loi d'airain selon laquelle leur salaire est un fardeau et ne doit pas augmenter. Même entre les États-Unis, l'Europe et le Japon, se creusent aussi les dissymétries.

2. Les nouvelles technologies ne sont pas un mirage et sont porteuses de transformations et de progrès très profonds, mais ils se heurtent à une logique marchande qui en appauvrit les effets sociaux. Le capitalisme d'aujourd'hui transforme l'or du progrès technologique en plomb social : la réduction possible du temps de travail en chômage et en marginalisation sociale, la gratuité informationnelle en marchandisation de tout, y compris du vivant.

3. Le mode de régulation sociale fonctionne sur le mode de la dénégation : satisfaire les besoins sociaux, ce serait vivre au-dessus de ses moyens. On réduit donc le champ des services publics et de la protection sociale partout dans le monde, au nom de la priorité à la consommation marchande qui est au fond celle du capital.

4. La division internationale du travail, enfin, fonde un développement profondément inégal et restaure les processus impérialistes les plus classiques.

Certes, la cohérence économique de l'ensemble est jusqu'à un certain point assurée par la montée des inégalités et par le renforcement des effets de domination : la consommation des riches se substitue à celle, bloquée, des salariés et le pouvoir du dollar-roi devient le ciment du système monétaire international. Mais le capitalisme n'a pas seulement besoin d'une cohérence comptable, il doit aussi offrir un modèle de société. Il doit accumuler (c'est « la Loi et les prophètes » pour Marx), innover, transformer la société, s'affirmer comme modèle universel. Or, la cohérence inégalitaire entre en contradiction avec ces exigences : malgré la restauration spectaculaire du profit, l'accumulation ne redémarre pas dans la même proportion, la croissance à moyen terme reste médiocre et la redistribution des fruits de cette croissance ne concerne qu'une minorité de la population mondiale.

S'il fallait donner un critère synthétique pour définir le démarrage d'une phase expansive, c'est que le profit retrouvé stimule à nouveau le dynamisme de l'accumulation, ce qui est au fond l'essence du capital. Or, jusqu'à preuve du contraire, ce n'est le cas actuellement qu'aux États-Unis dans des conditions qui empêchent la généralisation

de ce résultat et, ailleurs, l'accumulation ne progresse que sur de courtes périodes qui relèvent donc d'un mouvement conjoncturel.

Les incertitudes majeures qui pèsent sur la conjoncture (ce qui est en soi un trait de cette conjoncture) et l'éventuelle imprécision de certaines caractérisations théoriques ne doivent pas obscurcir ce qui demeure notre postulat fondamental. Le capitalisme réellement existant peut fonctionner plus ou moins bien au regard de ses propres critères,

mais il est structurellement incapable de se transformer en un système capable de distribuer de manière égalitaire les fruits de sa réussite. Et celle-ci nécessite de plus en plus l'exploitation et la relégation comme contreparties. Les profits boursiers n'ont d'autre origine que la non-satisfaction des besoins sociaux, telle est au fond l'essence du capitalisme contemporain. L'anticapitalisme doit y puiser une légitimité renouvelée, et chacun sait qu'il n'est pas coté en Bourse ! ■

